

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE  
SERVICES****CCAP****CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A  
TOUS LES LOTS****Pouvoir adjudicateur :****SORBONNE UNIVERSITE**

Représenté par : La Présidente de Sorbonne Université  
Siège social : 21, rue de l'Ecole de Médecine - 75006 PARIS

Direction des Achats  
Service Achat Travaux  
1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 5

**Objet du marché :**

**Marché de fourniture et installation de mobilier pour le compte de la Cité de l'Innovation  
Sorbonne Université**

**Lieu d'exécution des prestations :****SORBONNE UNIVERSITE**

Cité de l'Innovation  
7 quai Saint Bernard  
75005 – Paris

**REFERENCE DE LA CONSULTATION : SU\_2025\_TX\_MOB\_CI**

Accord-cadre passé en application des articles L.2120-1 3°, L.2125-1 1°, R.2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 du code de la commande publique selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

<b>Article préliminaire : Application de la loi AGEC.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 2 : Objet et forme des accords-cadres.....</b>	<b>6</b>
2.1 – Objet des accords-cadres.....	6
2.2 – Forme, type et durée des accords-cadres.....	6
2.3 – Allotissement .....	7
2.4 – Prestations supplémentaires éventuelles .....	7
<b>Article 3 : Pièces constitutives des accords-cadres .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 4 : Modalités d'exécution des accords-cadres .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 5 : Modalités d'émission des bons de commande .....</b>	<b>8</b>
5.1 - Modalités de présentation des bons de commande .....	8
5.2 - Modalités d'attribution des bons de commande .....	9
5.3 - Délais d'exécution des bons de commande.....	9
5.4 - Présentation des délais .....	10
5.5 - Modification et annulation des bons de commande .....	10
<b>Article 6 : Modalités de passation de marchés subséquents .....</b>	<b>10</b>
6.1. Présentation des marchés subséquents .....	10
6.2. Modalités d'attribution des marchés subséquents .....	10
<b>Article 7 : Conditions d'exécutions des prestations.....</b>	<b>11</b>
7.1 – Description des prestations .....	11
7.2 – Capacité de stockage du mobilier .....	11
7.3 – Livraison.....	11
7.4 - Bulletins de livraison.....	12
7.5. - Emballage et transport .....	12
7.6 - Modalités particulières pour un marché à bons de commande .....	13
7.7 - Surveillance en usine .....	13
7.8 - Documents fournis après exécution .....	13
7.9 - Décision de poursuivre.....	13
7.10 – Obligation de nettoyage après livraison .....	13
7.11 - Installation et montage du mobilier .....	13
7.12 - Références prévues à l'offre .....	14
7.13 – Opérations de vérification.....	14
7.14 - Réception et levée des réserves.....	14
7.15 – Conditions d'admission après vérification .....	14
7.16 - Condition de retrait des fournitures non-conformes.....	14
7.17 – Accessoires et documentation .....	14

<b>Article 8 : Garanties.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 9 : Prix.....</b>	<b>15</b>
9.1 - Contenu des prix .....	15
9.2 - Forme des prix .....	16
9.3 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	16
9.4 – Articles catalogues .....	16
9.5 - Modalités de variation des prix.....	16
9.6 – Révision des prix .....	17
9.7 - Communication des prix révisés .....	18
<b>Article 10 : Clause de réexamen et modification de l'accord-cadre .....</b>	<b>18</b>
10.1 - Augmentation des prix.....	18
10.2 - Evolution du montant de l'écocontribution .....	19
10.3 - Evolution technologique .....	19
10.4 - Remplacement d'un cocontractant.....	20
10.5 - Offres promotionnelles .....	20
10.6 -Transfert.....	20
10.7 - Modification en cours d'exécution .....	21
<b>Article 11 : Groupement et sous-traitance.....</b>	<b>21</b>
11.1 - Groupement .....	21
11.2 - Sous-traitance .....	21
<b>Article 12 : Modalités de règlement .....</b>	<b>23</b>
12.1 – Paiement.....	23
12.2 – Avance.....	23
12.3 – Acompte.....	23
12.4 – Présentation des factures.....	23
12.5 – Facturation électronique .....	23
12.6 – Paiement des sous-traitants.....	25
12.7 – Délai global de paiement.....	25
12.8 – Intérêts moratoires.....	25
12.9 – Nantissement ou cession de créance .....	26
<b>Article 13 : Prestations similaires .....</b>	<b>26</b>
<b>Article 14 : Responsabilité.....</b>	<b>26</b>
<b>Article 15 : Confidentialité .....</b>	<b>26</b>
<b>Article 16 : Pénalités .....</b>	<b>26</b>
16.1 – Généralités. ....	26
16.2 – Pénalités de retard .....	27
16.3 – Pénalités pour travail dissimulé .....	27

16.4 – Pénalité pour non-communication d'un contrat de sous-traitance .....	27
16.5 – Pénalités pour non-respect des principes de laïcité, neutralité, égalité .....	27
16.6 – Pénalités pour manquement aux obligations environnementales de gestion des déchets ...	28
16.7 – Pénalité pour épuisement de stock des références prévues au BPU .....	28
16.8 - Pénalité de non-conformité .....	28
16.9 - Pénalité pour non-remise des documents.....	28
<b>Article 17 : Assurances.....</b>	<b>29</b>
<b>Article 18 : Développement durable.....</b>	<b>29</b>
18.1 Clause environnementale .....	29
18.2 Loi AGECE.....	29
<b>Article 19 : Protection des données à caractère personnel.....</b>	<b>29</b>
<b>Article 20 : Laïcité, neutralité, égalité .....</b>	<b>30</b>
<b>Article 21 : Différends entre les parties.....</b>	<b>30</b>
<b>Article 22 : Résiliation.....</b>	<b>30</b>
<b>Article 23 : Exécution aux frais et risques .....</b>	<b>30</b>
<b>Article 24 : Difficultés d'exécution du marché et continuité du service public... </b>	<b>31</b>
<b>Article 25 : Redressement judiciaire et liquidation judiciaire .....</b>	<b>31</b>
<b>Article 26 : Dérogation au CCAG-FCS .....</b>	<b>32</b>

## Article préliminaire : Application de la loi AGECE

Conformément à la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi AGECE) et à ses décrets d'application, le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des obligations réglementaires applicables aux marchés publics de fournitures, notamment celles relatives :

- à la proportion minimale de biens issus du réemploi, de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, conformément au décret n° 2021-254 du 9 mars 2021 et à l'arrêté du 8 mars 2021 fixant les catégories et taux minimaux applicables aux achats de mobilier par les personnes publiques ;
- à la traçabilité et à l'information sur la composition des produits, leur réparabilité, leur recyclabilité et leur durée de vie ;
- à la gestion et au traitement des déchets générés lors de la fabrication, de l'installation, de la maintenance ou de la reprise du mobilier.

Le titulaire devra notamment fournir, lors de la livraison ou de l'installation :

- une attestation sur l'honneur ou tout document probant précisant la part, en valeur ou en volume, de mobilier issu du réemploi, de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées ;
- les fiches techniques ou informations environnementales prévues par l'article L. 541-9-1 du Code de l'environnement ;
- le ou les justificatifs de traçabilité relatifs à la collecte, au traitement et à la valorisation des déchets, y compris ceux issus de la reprise de mobilier en fin de vie.

En cas de reprise de mobilier usagé dans le cadre du présent marché, le titulaire assurera son traitement selon les filières agréées de la responsabilité élargie du producteur (REP Mobilier), et remettra à Sorbonne Université les bordereaux de suivi ou certificats de traitement correspondants.

Tout manquement aux obligations précitées pourra donner lieu à l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

## Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur

**Sorbonne Université**

Représenté par :

La présidente de Sorbonne Université

Siège social : 21, rue de l'Ecole de Médecine - 75006 PARIS

Direction des Achats

Service Achat Travaux

1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 5

## Article 2 : Objet et forme des accords-cadres

### 2.1 – Objet des accords-cadres

Les stipulations du présent CCAP concernent la fourniture, l'installation et le stockage éventuel de mobilier destiné à l'ameublement des espaces collectifs, de travail, de réunion, d'exposition, d'accueil, de restauration, de détente et d'échanges de la Cité de l'Innovation Sorbonne Université.

Les prestations et les spécifications techniques des pièces de mobilier sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots, exception faite des articles spécifiques à chaque lot.

**Lieu d'exécution :**

**Sorbonne Université**

Cité de l'Innovation

**7 quai Saint Bernard**

**75005 PARIS**

### 2.2 – Forme, type et durée des accords-cadres

La présente consultation est passée selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-2 et R.2124-2 du code de la Commande Publique.

Chacun des lots fait l'objet d'un accord-cadre mixte, attribué à deux opérateurs économiques.

Ces accords-cadres sont exécutés par :

- Bons de commandes lorsque les prestations sont prévues au BPU et identifiées au CCTP.
- Marchés subséquents lorsque les prestations ne peuvent être clairement définis au stade de la consultation et dans les pièces du marché.

Les accords-cadres prennent effet à compter de leur date de notification.

Ces accords-cadres sont conclus pour une période d'un (1) an à compter de sa date de notification, renouvelable tacitement trois (3) fois pour une année sans que la durée maximale du marché ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le Titulaire ne pourra refuser la reconduction de l'accord-cadre.

Pour ne pas reconduire le marché, Sorbonne Université, doit en avertir le Titulaire par écrit au moins deux (2) mois avant l'expiration de la période de validité du marché. La décision de non-reconduction du marché est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par le biais de la plateforme de dématérialisation PLACE.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets jusqu'au plus tard six mois après le terme de la validité de l'accord-cadre.

Le Titulaire de l'accord-cadre sera tenu de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché et/ou du dernier bon de commande émis, et au-delà, si nécessaire.

### 2.3 – Allotissement

Conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, la procédure est allotie de la façon suivante :

Désignation des lots	Dénomination technique	Montants maximums
Lot n°1	Mobilier de collectivité	104 274 € H.T.
Lot n°2	Cabines acoustiques	357 600 € H.T.
Lot n°3	Mobilier de décoration	908 280 € H.T.
Lot n°4	Accessoires et objets d'aménagement intérieur	100 680 € H.T.

Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité dans l'hypothèse où aucun bon de commande ne lui serait adressé.

### 2.4 – Prestations supplémentaires éventuelles

Les accords-cadres ne comportent aucune prestation supplémentaire éventuelle.

## Article 3 : Pièces constitutives des accords-cadres

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives des accords-cadres sont : les pièces particulières, les pièces générales, et les pièces de l'offre. Ces pièces sont énumérées par ordre de priorité :

#### Pièces contractuelles :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière (BPU), propre à chaque lot, dont les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), commun à l'ensemble des lots à accepter sans aucune modification, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 4 annexes, commun à l'ensemble des lots, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), propre à chaque lot,
- L'offre technique du Titulaire par lot notamment le cadre de réponse technique renseigné et complété en réponse aux spécifications du CCTP et les fiches techniques des produits,
- Le catalogue de prix avec remise consentie du Titulaire propre à chaque lot,
- Les bons de commande émis en application de l'accord-cadre,
- La lettre de candidature – DC1 ;
- La déclaration du candidat – DC2 ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.
- Le certificat de visite délivré par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Cet ordre de priorité prévaut en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

Pièces générales non fournies :

- Le code de la Commande Publique (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article X du présent CCAP.

Les pièces générales ne sont pas produites avec le dossier de consultation des entreprises (DCE) lors du lancement de la procédure.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des pièces générales lors de la remise de son offre.

## **Article 4 : Modalités d'exécution des accords-cadres**

Les marchés publics sont des accords-cadres mixtes.

Ces accords-cadres sont exécutés par bons de commandes et marchés subséquents dans les conditions présentées ci-dessous.

### **Commandes passées hors BPU**

Sorbonne Université se réserve la possibilité de passer des commandes hors-BPU pour le mobilier classique dont les besoins ne peuvent être clairement définis au stade de la consultation. Le taux de remise sur les prix du catalogue public est appliqué en cas de commande hors mobilier défini et spécifié dans le BPU.

Sorbonne Université se réserve également la possibilité de faire bénéficier aux occupants privés de la Cité de l'Innovation d'une remise, dont le taux est renseigné par les candidats dans l'annexe financière, sur le mobilier du titulaire.

## **Article 5 : Modalités d'émission des bons de commande**

### **5.1 - Modalités de présentation des bons de commande**

Des bons de commande pourront être établis jusqu'au dernier jour de validité du marché et peuvent être transmis par courrier et/ou par mail.

Chaque bon de commande, signé par un représentant habilité de la Cité de l'Innovation Sorbonne Université, doit comporter au minimum, les renseignements suivants :

- La référence du présent accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation du (ou des) produit(s) commandé(s) détaillée par ligne ;
- Les prix unitaires de(s) produit(s) commandé(s) ;
- Le montant total HT ;
- Le taux de TVA selon la réglementation en vigueur ;
- Le lieu d'exécution de la prestation ;
- L'adresse de facturation ;
- La description détaillée des fournitures.



- S'il y a lieu et si le pouvoir adjudicateur l'estime nécessaire pour la compréhension du bon de commande :
  - Les conditions particulières d'exécution
  - Les conditions particulières de livraison et d'admission
  - Les délais de livraison
  - Le lieu de livraison
  - Les documents à fournir à la livraison

La durée de validité d'un bon de commande ne pourra être supérieure à 6 mois à compter de la date d'échéance du marché

## **5.2 - Modalités d'attribution des bons de commande**

L'accord-cadre s'exécute en partie par le biais de bons de commande lorsque les prestations sont listées au BPU et clairement identifiées au CCTP.

Cela concerne les mobiliers pouvant être commandés "sur catalogue" sans besoin d'adaptation particulière aux besoins de Sorbonne Université.

L'accord-cadre est multi attributaire. Il est attribué aux deux soumissionnaires les mieux disant sur chaque lot à l'issue de l'analyse des offres.

Les bons de commandes sont attribués selon la méthode dite « en cascade » qui implique de faire appel en priorité au titulaire mieux-disant en fonction de la notation des offres initiales. L'attributaire arrivé en premier sera donc contacté à chaque émission de bon de commande, s'il n'a pas la capacité de répondre au besoin dans le délai fixé sur le bon de commande, Sorbonne Université contactera le titulaire dont l'offre a été classée seconde.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Chaque commande fera l'objet d'un devis préalable soumis à la Cité de l'Innovation Sorbonne Université pour approbation et d'une discussion avec la Cité de l'Innovation Sorbonne Université pour estimer le délai de réalisation de la mission.

Après réception du devis par la Cité de l'Innovation de Sorbonne Université et après validation, celui-ci sera engagé et donnera lieu à l'émission d'un bon de commande.

Le devis fourni par le Titulaire doit indiquer clairement et uniquement des lignes du BPU et/ou du catalogue.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande, dans un délai de 48 heures à compter de la date de réception de celui-ci, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul, la compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le Titulaire.

## **5.3 - Délais d'exécution des bons de commande**

Le délai d'exécution des prestations qui n'est pas fixé au CCTP est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Il court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le Titulaire.

Le délai d'exécution ne devra pas dépasser 8 semaines (en jours calendaires) pour chaque lot.

En cas d'indisponibilité d'un produit, et sans information auprès du pouvoir adjudicateur dans les conditions fixées à l'article 7.12, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités prévues par le présent CCAP.

#### **5.4 - Présentation des délais**

Les délais s'entendent en jours calendaires (samedi, dimanche, jours fériés et période de congés compris).

Le Titulaire de chaque lot ne pourra pas opposer au pouvoir adjudicateur ses périodes de fermeture éventuelle quelle que soit la date de démarrage des prestations.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

#### **5.5 - Modification et annulation des bons de commande**

Un bon de commande émis peut être annulé par notification d'une annulation. Le Titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées, sous réserve de produire les justificatifs correspondants, et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Un bon de commande peut être modifié par notification d'une modification au Titulaire, si celle-ci concerne l'exécution des prestations (notamment le report par le pouvoir adjudicateur d'une date d'exécution ou de rendu des livrables). Si la modification concerne l'objet même des prestations ou leur quantité, le bon de commande fera l'objet d'une annulation notifiée au Titulaire par le pouvoir adjudicateur qui émettra un nouveau bon de commande prenant en compte ces modifications.

### **Article 6 : Modalités de passation de marchés subséquents**

#### **6.1. Présentation des marchés subséquents**

Le pouvoir adjudicateur adressera une lettre de consultation au titulaire du lot nécessitant la passation d'un marché subséquent lorsque se présentera :

- Le besoin de fourniture, d'installation et de stockage éventuel de mobilier emblématique à destination de la Cité de l'Innovation de Sorbonne Université ;
- Le besoin de reprise et de rachat de pièces de mobilier installé à la Cité de l'Innovation de Sorbonne Université.

Les pièces constitutives des marchés subséquents et les modalités de remise des offres seront détaillées dans la lettre de consultation relative au marché subséquent.

#### **6.2. Modalités d'attribution des marchés subséquents**

Les deux attributaires de l'accord-cadre seront consultés à chaque besoin.

La lettre de consultation précisera les critères de jugement des offres et les délais de réponse.

Les critères pour les marchés subséquents peuvent varier comme suit :

- Critère « Technique » : entre 70 à 40 points
- Critère « Prix » : entre 30 et 60 points

Les critères de notation des marchés subséquents sont précisés dans le règlement de consultation de l'accord-cadre.

Une expression de besoin sera jointe ainsi qu'un mémoire technique, un projet de contrat et une annexe financière à compléter.

## **Article 7 : Conditions d'exécutions des prestations**

### **7.1 – Description des prestations**

La description des prestations et les spécifications techniques de chaque lot est détaillée dans le CCTP.

Dans les 15 jours ouvrés suivant la notification, le titulaire transmet à Sorbonne Université son calendrier de livraison et d'installation prévoyant :

- Ses délais de livraison et d'installation des références
- Identification des unités pouvant être livrées en priorité,
- Capacité à stocker provisoirement les équipements si nécessaire.

### **7.2 – Capacité de stockage du mobilier**

La commande de mobiliers pourra intervenir sans que Sorbonne Université puisse proposer leur réception immédiate en cas de retard de livraison du bâtiment de la Cité de l'Innovation.

Il appartiendra donc au titulaire de prévoir une solution de stockage du mobilier, pour une durée maximale de 2 mois à compter de la réception de la notification du bon de commande. Si cette durée maximale venait à être dépassée, Sorbonne Université assurerait la prise en charge des contraintes liées au stockage des mobiliers commandées.

Une fois le bâtiment livré, Sorbonne Université disposera d'une capacité de stockage et cette mention ne sera plus d'actualité.

### **7.3 – Livraison**

Les mobiliers sont livrés avec les consommables nécessaires à la mise en œuvre de toutes ses fonctions, ainsi que la liste de consommables avec leurs références.

Par défaut, les frais de livraison et les aléas logistiques liés sont réputés être intégrés dans le prix de la fourniture concernée tel qu'indiqué au BPU.

Un délai de livraison maximal pourra être exigé dans le bon de commande ou le marché subséquent. Sorbonne Université pourra ajouter un délai de stockage par le titulaire en cas de retard de livraison du bâtiment.

Conformément à l'article 21.1 du CCAG/FCS, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

**Adresse de livraison :**  
**Sorbonne Université**  
**Cité de l'Innovation**  
**7 quai Saint Bernard**  
**75005 – Paris**

**Horaires d'ouverture : 09h00-17h00**

En cas de non-respect de l'adresse de livraison spécifiée, la réception des fournitures sera refusée, et celles-ci seront retournées aux frais du titulaire.

**Une part des mobiliers prévus au BPU devra être livrée dès l'installation de Sorbonne Université dans les bâtiments, prévue entre fin janvier 2026 et début février 2026.**

Les mobiliers concernés par cette livraison sont :

Date de livraison	Lot concerné	Unités estimées	Quantités estimées
Entre fin janvier 2026 et début février 2026	Lot 1	Bureaux	10
	Lot 3	Chaises de bureaux	10
	Lot 1	Caissons	10
	Lot 4	Tableaux blancs sur roulettes	3

En qualité d'établissement recevant du public, la Cité de l'Innovation devra être audité dans le cadre d'une visite par la Commission de Sécurité, à l'issue des travaux et avant son ouverture au public.

Sorbonne Université transmettra à cette fin au titulaire un ordre de service indiquant les mobiliers à livrer et les délais impartis pour respecter les exigences de la commission de sécurité.

**7.4 - Bulletins de livraison**

Chaque livraison devra être accompagnée d'un bon de livraison qui indique :

- le nom et l'adresse du Titulaire du marché,
- le service destinataire,
- la date d'expédition,
- la date de livraison,
- l'adresse de livraison,
- la référence du marché (objet et numéro du marché),
- la référence du bon de commande,
- la référence et la quantité des fournitures livrées.

**7.5. - Emballage et transport**

Les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison sont à la charge du Titulaire.

En cas de refus d'une livraison, motivée par la non-conformité des fournitures livrées ou par le retard de livraison, les frais de la nouvelle livraison sont à la charge du Titulaire.

L'ensemble des risques afférents non seulement au conditionnement, à l'emballage, et au chargement mais aussi au transport, incombent au Titulaire.

Dans le cas où les livraisons sont confiées à un transporteur, le Titulaire fera son affaire de tout recours contre celui-ci, le pouvoir adjudicateur ne devant en aucun cas supporter les contre temps consécutifs à une perte ou altération du matériel des fournitures livrées.

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du Titulaire. En application de l'article 19.2.2 du CCAG FCS, les emballages restent la propriété du Titulaire.

#### **7.6 - Modalités particulières pour un marché à bons de commande**

Les commandes sont faites suivant l'établissement des bons de commande.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

Dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande serait inférieur à 15 jours calendaires, le pouvoir adjudicateur indiquera dans le bon de commande lui-même le délai pendant lequel le Titulaire pourrait émettre ses réserves, par dérogation à l'article 3.7 du CCAG FCS.

#### **7.7 - Surveillance en usine**

Il n'est pas prévu une surveillance en usine de l'exécution des prestations.

#### **7.8 - Documents fournis après exécution**

Le Titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant.

#### **7.9 - Décision de poursuivre**

Conformément à l'article L.2194-1 du Code de la Commande Publique dans le cas où le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier les montants du marché public jusqu'à un maximum de 25% du prix maximum initial.

#### **7.10 – Obligation de nettoyage après livraison**

Après chaque livraison ou intervention, le titulaire est tenu de nettoyer et débarrasser chaque site, et acheminer les détritux jusqu'aux décharges publiques agréées.

Au cas où ces nettoyages ne seraient pas exécutés, les travaux seront faits par un tiers à ses frais et sans mise en demeure préalable.

#### **7.11 - Installation et montage du mobilier**

L'installation du mobilier sera effectuée par le titulaire, dans le respect des lieux. Le titulaire garantit les performances (tests spécifiques) lors de l'installation des mobiliers. L'admission ne sera faite qu'après le contrôle de la réalisation de ces spécifications.

Le titulaire est responsable de l'état du mobilier jusqu'à leur vérification par Sorbonne Université.

Le titulaire s'engage à ce que les livreurs aient un comportement et une tenue vestimentaire corrects en raison de la proximité avec les usagers de la Cité de l'Innovation. Le titulaire doit s'assurer du respect par les livreurs de la réglementation en vigueur concernant l'hygiène et la sécurité.

Le titulaire a sous sa responsabilité toutes les contraintes liées à l'accessibilité des différents lieux amenées à accueillir le mobilier, notamment celles des ascenseurs et escaliers (Annexe 3 du CCTP).

La livraison reste sous l'entière responsabilité du titulaire jusqu'à acceptation des unités livrées.

#### **7.12 - Références prévues à l'offre**

Le titulaire s'engage à assurer le réassort de 80% des références proposées dans son offre sur la durée du contrat.

En cas de pénurie temporaire d'une référence prévue à l'offre, le titulaire devra prévenir au plus tôt Sorbonne Université et lui proposer, a minima, trois références similaires et d'une qualité équivalente ou supérieure respectant le prix contractualisé au BPU pour la référence initiale.

En cas de rupture définitive des références supérieure à 20% de son offre initiale, le titulaire se voit appliquer la pénalité prévue au présent CCAP.

#### **7.13 – Opérations de vérification**

Les vérifications quantitative et qualitative liées à l'exécution des prestations sont effectuées après la livraison des fournitures dans les conditions prévues au CCAG/FCS.

Ce contrôle de conformité aux spécifications techniques prévues par le marché fait l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement par les parties.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, les opérations de vérification démarrent à compter de la date de mise en service du mobilier par le titulaire en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles spécifiées dans le CCTP.

#### **7.14 - Réception et levée des réserves**

La réception est prononcée après constat de la conformité des fournitures et installations aux spécifications contractuelles.

En cas de réserves, un procès-verbal mentionne les points à corriger et fixe un délai maximum de levée. À défaut de correction dans ce délai, Sorbonne Université pourra soit appliquer la pénalité de non-conformité prévue, soit refuser la réception.

#### **7.15 – Conditions d'admission après vérification**

À la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet seront prises. Les conditions de retour à l'entreprise sont prises dans les conditions prévues au CCAG/FCS.

#### **7.16 - Condition de retrait des fournitures non-conformes**

Si la vérification des unités livrées révèle un défaut ou un manque de correspondance aux spécifications contractuelles, le titulaire se charge de pourvoir à l'échange des fournitures non-conformes.

Les frais de manutention et de transport sont supportés par le titulaire.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/FCS, le délai fixé pour l'enlèvement des fournitures non-conformes est fixé dans la décision portant rejet.

#### **7.17 – Accessoires et documentation**

Le mobilier sera livré avec l'ensemble de la documentation, des accessoires et des pièces captives nécessaires à leur mise en service et aux premières utilisations.

Le titulaire devra lister tous les accessoires et pièces captives des pièces de mobilier livrées, ainsi qu'une description sur leur réparabilité et leur durée de disponibilité dans les stocks du titulaire.

Il remettra la documentation prévue au CCTP à Sorbonne Université au stade de l'admission des pièces.

## Article 8 : Garanties

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, les articles livrés font l'objet d'une garantie commerciale minimale d'un an.

Le point de départ de la garantie est la date de notification de la décision d'admission des articles.  
Le point de départ de la garantie est la date de notification de la décision d'admission des articles.

### **Pour les produits neufs :**

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie qui figure à l'annexe de l'Acte d'Engagement par lot pour les produits commandés sur catalogue et qui figure au BPU pour les commandes sur le BPU.

### **Pour les produits issus du réemploi :**

La garantie pour le mobilier issu de la filière du réemploi est celle sur lequel le Titulaire s'est engagé.

#### **- Régime de la garantie :**

Au titre de la garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie

Au titre de la garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie ou la totalité de l'article reconnu défectueux (exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur) dans un délai maximal de 7 jours ouvrés à compter de la date à laquelle le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les anomalies constatées.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

La garantie porte sur le maintien des performances attendues des articles livrés et leur finition. Elle couvre tout vice de fabrication ou tout défaut de matière.

Elle couvre également tous les frais nécessaires pour la remise en état ou le remplacement des articles, tels que les frais de main d'œuvre, de déplacement, de conditionnement, d'emballage, de transport (aller-retour).

Si, à l'expiration du délai de garantie commerciale, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie commerciale est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état ou remplacement.

La garantie commerciale ne fait pas obstacle à la mise en œuvre éventuelle de la garantie légale de conformité ou de la garantie légale pour vices cachés dans un délai de deux ans à compter de l'admission des articles.

Le titulaire précisera dans le mémoire technique le contenu de la garantie, ses modalités (pièces et main d'œuvre, les délais d'intervention associés).

Les exclusions éventuelles de garantie devront être mentionnées clairement.

## Article 9 : Prix

### 9.1 - Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1 du CCAG-FCS, les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1 du CCAG-FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement : en cas de cotraitance conjointe ou

solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande

## **9.2 - Forme des prix**

Les accords-cadres sont à prix unitaires révisables.

Les marchés subséquents sont à prix forfaitaires.

Le marché est traité en application du Bordereau des Prix Unitaires (BPU), appliqué aux quantités effectivement livrées. Dans l'hypothèse où la prestation ne serait pas répertoriée audit BPU, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté, en fonction des besoins identifiés, soit de procéder à une commande sur la base du catalogue du Titulaire, avec application du taux de remise contractuellement proposé, soit de solliciter un devis de la part du Titulaire.

Les prix initiaux sont établis, à partir des tarifs publics hors taxes des candidats en vigueur à cette date.

## **9.3 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations seront réglées par application des prix unitaires, indiqués :

- Au BPU correspondant aux fournitures effectivement livrées et aux prestations réellement exécutées ;
- Aux catalogues du Titulaire ou de ses fournisseurs remisés correspondant aux fournitures effectivement livrées.

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement. Ils sont réputés établis aux conditions économiques d'octobre 2025.

## **9.4 – Articles catalogues**

Lorsque le mobilier commandé ne figure pas dans le BPU, le pouvoir adjudicateur a la possibilité de commander un article sur catalogues et au prix catalogues, prix cependant affecté de la remise prévue en annexe de l'Acte d'Engagement par lot.

## **9.5 - Modalités de variation des prix**

Les prix du catalogue seront déterminés sur la base des tarifs prix publics du Titulaire sur lesquels sera appliqué le(s) taux de remise contractuel(s) indiqué(s) dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement. Le taux de remise est contractuel et demeure invariable pendant la totalité de la durée du marché.

En raison de l'importance du montant total de la commande, les soumissionnaires pourront proposer un pourcentage de rabais supplémentaires. En cas de commande comprenant des articles du BPU et des articles catalogues, ce taux se cumulera au taux de remise du catalogue.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et tiennent compte des sujétions techniques précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges sociales et fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, l'éco-contribution, les frais afférents au conditionnement, au stockage,



à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Toute nouvelle taxe créée en cours d'exécution de l'accord-cadre est à la charge du Titulaire.

Il s'engage à fournir à la demande de la Cité de l'Innovation Sorbonne Université toute justification permettant de vérifier cet engagement.

En cas de groupement, les dépenses communes et frais de coordination sont assurées par le mandataire et incluses dans les prix figurant aux BPU.

### 9.6 – Révision des prix

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre est reconduit, les prix sont mis à jour au début de la période de reconduction du marché selon les modalités suivantes :

- Les prix sur catalogue sont ajustables annuellement par référence aux tarifs propres au Titulaire.

Le nouveau tarif aura une validité de 12 mois à partir de la date anniversaire du marché. Passé ce délai, le Titulaire du marché reprendra la procédure indiquée ci-dessus pour toute augmentation de tarif.

Le(s) taux de remise indiqué(s) en annexe de l'acte d'engagement restera (ont) en revanche fermes pendant toute la durée du marché.

Le Titulaire par lot s'engage à notifier à Sorbonne Université par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, ses nouveaux prix, et catalogues dans les 15 jours calendaires avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois zéro (Mo). Ce mois est le mois de la remise des offres. Les prix du BPU sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après :

La périodicité d'application de la révision de prix est annuelle (à la date anniversaire). Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0.15 + 0.85 \times (I / I_0))$$

Dans laquelle :

$P_0$  est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo).

I : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 31.01 – Meubles de bureau et de magasin - Base 2021 - Identifiant : 010764262

$I_0$  du mois  $m_0$  : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 31.01 – Meubles de bureau et de magasin - Base 2021 - Identifiant : 010764262

Le pouvoir adjudicateur ne procédera pas à des révisions provisoires. L'indice pris en compte pour la révision annuelle sera le dernier indice définitif connu au moment de la révision.

L'indice est consultable sur le site de l'INSEE, à l'adresse suivante :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764262>

L'arrondi du coefficient de révision de prix se fera au millième supérieur

Les prix unitaires à 2 chiffres après la virgule et les arrondis seront traités de la manière suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

- Pour la partie installation :

Indice du coût du travail - Coût horaire - Industrie manufacturière (NAF rév. 2 section C) - Base 100 en 2020 / Identifiant 010762004

### 9.7 - Communication des prix révisés

Le Titulaire est tenu de communiquer à Sorbonne Université les prix révisés au titre de l'année N, ainsi que leur mode de calcul, avant tout début d'exécution des prestations dues au titre de l'année N.

La révision des prix intervenant annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre, le Titulaire doit communiquer ses prix révisés au moins un mois avant cette date. Aucune modification de prix ne sera possible ensuite en cours d'année.

A défaut, les anciens tarifs continueront à s'appliquer au titre de l'année N, sans possibilité de demande d'application rétroactive d'une révision des prix du marché.

Pour ce faire, le Titulaire fait parvenir sa demande dans les délais fixés ci-dessus par mail à l'adresse suivante : [DA-Achat-Travaux@sorbonne-universite.fr](mailto:DA-Achat-Travaux@sorbonne-universite.fr)

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

### 9.8. Clause butoir de catalogue

Chaque prix ne peut évoluer à la hausse, au cours d'une même année, calée sur la date anniversaire de l'accord-cadre, que 2% maximum par rapport à l'année précédente et de 5% maximum sur la durée totale de l'accord-cadre. Cette clause butoir ne s'applique qu'au catalogue des Prix Publics du Titulaire. Aucune clause butoir n'est prévue concernant les révisions de prix du BPU. Le Titulaire peut toutefois proposer une application partielle de la révision ou proposer une offre promotionnelle d'une durée d'un an sur tous les prix afin que les prix restent en dessous de ce seuil.

## Article 10 : Clause de réexamen et modification de l'accord-cadre

### 10.1 - Augmentation des prix

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, dans l'hypothèse où l'augmentation du prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations entraînerait un bouleversement de l'économie du contrat, les prix de l'accord-cadre pourront être révisés au-delà de 3% par rapport au prix précédents.

Cette révision exceptionnelle n'est possible que si elle est indispensable pour faire face aux circonstances avérées et permettre la poursuite de l'exécution du contrat.

Le Titulaire devra alors solliciter le pouvoir adjudicateur et apporter tous les justificatifs nécessaires notamment la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté. Le Titulaire ne pourra invoquer un simple manque à gagner ou une disparition totale de son bénéfice.

Les évolutions tarifaires validées par échanges de lettre seront notifiées au Titulaire soit via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, soit par voie postale avec accusé de réception.

Les nouveaux tarifs seront confirmés et notifiés par avenant.

Dans l'attente de la notification des nouveaux prix, les derniers prix connus seront utilisés.

En cas de désaccord, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, ce sans indemnité du Titulaire par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS.

## **10.2 - Evolution du montant de l'écocontribution**

Les prix complétés dans le bordereau des prix intègrent la contribution environnementale (écocontribution) prévue à l'article L541-10-2 du code de l'environnement.

Ce montant est susceptible de varier à la hausse ou à la baisse selon l'évolution du barème public de l'éco-organisme ou du producteur sur le marché chargé de collecter les équipements concernés.

Le Titulaire s'engage à faire connaître toutes évolutions de son écocontribution par tout moyen écrit un (1) mois avant l'entrée en vigueur des nouveaux montants ainsi que fournir le BPU actualisé à l'adresse mail générique suivante : [DA-Achat-Travaux@sorbonne-universite.fr](mailto:DA-Achat-Travaux@sorbonne-universite.fr)

La modification de cette écocontribution ne fera pas l'objet d'un avenant mais d'un certificat administratif qui sera joint au nouveau BPU actualisé transmis par le candidat.

## **10.3 - Evolution technologique**

Un changement de référence ou une modification du conditionnement peuvent être proposés à l'initiative du Titulaire, pour des raisons d'évolution technologique entraînant la disparition ou non de l'article agréé par le pouvoir adjudicateur.

La nouvelle référence ou le nouveau conditionnement pourront être acceptés par le pouvoir adjudicateur dans les conditions suivantes :

- Ce changement n'entraîne pas de régression technique, par rapport aux caractéristiques du précédent produit agréé par le pouvoir adjudicateur, en référence à la dernière version du bordereau de prix de l'accord-cadre, en vigueur au moment de la proposition,
- Ce changement s'inscrit dans le cadre de l'évolution de la gamme du fabricant initialement proposée ou bien dans une gamme supérieure du même fabricant, sans modifier l'objet du présent marché.
- Les nouveaux articles devront être proposés au même prix ou à un prix inférieur.

Modalités de mise en œuvre :

Le pouvoir adjudicateur devra en être prévenu un (1) mois au moins avant toute modification de référence, notamment en cas d'arrêt de la commercialisation des produits concernés. Toute modification de références devra respecter les spécifications techniques prévues dans le cahier des charges. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser les modifications proposées par le Titulaire et de résilier la partie non exécutée des prestations, sans que le Titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité, au cas où un accord ne serait pas conclu entre les deux parties.

Les propositions de changement de référence s'examinent à l'occasion d'une réunion technique qui pourra s'effectuer en distanciel ou dans les locaux du pouvoir adjudicateur. Dès lors qu'un changement de référence portera sur un produit du BPU, un certificat administratif devra être fait.

A cette occasion, le Titulaire fournit :

- Une fiche technique du nouvel article proposé.

Dans certains cas, il pourra être demandé un exemplaire du produit proposé ; les frais afférents au transport et à la manutention de ce matériel sont à la charge du Titulaire.

Dès accord des deux parties, le Titulaire fournit l'intégralité du bordereau des prix réactualisés.

#### **10.4 - Remplacement d'un cocontractant**

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le Titulaire ou son représentant légal peut proposer au pouvoir adjudicateur un nouveau Titulaire pour le remplacer.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution.

En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou recomposition des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus du pouvoir adjudicateur ou de désaccord entre les membres du groupement, le pouvoir adjudicateur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

#### **10.5 - Offres promotionnelles**

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le Titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le Titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

#### **10.6 -Transfert**

Le Titulaire ne peut transférer, totalement ou partiellement, à titre gracieux ou onéreux, ses droits et obligations découlant du présent accord-cadre à un tiers (y compris en cas de fusion ou à d'absorption de l'entreprise Titulaire) sans l'accord préalable et écrit du Pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire doit informer le Pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par le Pouvoir adjudicateur, celle-ci fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau Titulaire.

## 10.7 - Modification en cours d'exécution

Le présent accord-cadre ne pourra être modifié que par voie d'avenant signé par les Parties dans les conditions prévues à l'article R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique.

## Article 11 : Groupement et sous-traitance

### 11.1 - Groupement

Conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-3 du code de la commande publique, quelle que soit la forme du groupement, le mandataire désigné dans l'offre comme représentant de l'ensemble des membres est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour les obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

### 11.2 - Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par le pouvoir adjudicateur des conditions de paiement de chaque sous-traitant conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-7 du Code de la commande publique.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles R.2193-1 à R.2193-22 pris en application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

L'exercice de la sous-traitance est constaté par un acte spécial signé par les parties et ce quel que soit le montant sous-traité. Les actes spéciaux de sous-traitance sont joints en annexe à l'acte d'engagement. En cours d'exécution du marché, le titulaire utilise également le formulaire DC4.

**Le dossier comportant la DC4 signée en original est adressé au pouvoir adjudicateur.**

Pour chaque sous-traitant, le titulaire devra présenter :

- 1- La déclaration de sous-traitance (DC4) dûment complétée, datée et signée par la société titulaire du marché.
- 2- La déclaration du candidat (DC2) à compléter par le sous-traitant.  
Les formulaires DC2 et DC4 sont disponibles à l'adresse suivante:  
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>
- 3- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, TVA) délivré par l'administration fiscale (sur le site de la DGFIP).
- 4- Le certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociales, datant de moins de 6 mois (sur le site de l'URSSAF).
- 5- Les attestations d'assurance en cours de validité.
- 6- Un extrait K BIS ou extrait D1.

- 7- Le relevé d'identité bancaire (RIB) du sous-traitant en version originale.
- 8- Le cas échéant, restitution du certificat de cessibilité ou attestation de l'établissement de crédit comme il est exigé au paragraphe J de la déclaration de sous-traitance. Si la demande intervient après la remise des offres ou après notification, le titulaire doit établir que la cession ou le nantissement ne s'oppose pas à l'acceptation du sous-traitant. Le titulaire devra présenter au pouvoir adjudicateur le certificat de cessibilité qui lui a été remis. Le respect de cette exigence conditionne l'engagement de la procédure d'acceptation du sous-traitant.

Si le titulaire remet le certificat de cessibilité, le pouvoir adjudicateur procède aux modifications nécessaires quant à la stipulation relative au montant maximum de la créance pouvant être cédée ou nantie en adaptant celle-ci au regard des montants de prestations sous-traitées.

Si le titulaire ne peut remettre le certificat de cessibilité, le sous-traitant ne peut être accepté sauf si le titulaire remet une attestation du bénéficiaire indiquant que la cession ou le nantissement de créances est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée ou bien une attestation du bénéficiaire indiquant que le montant de la cession ou du nantissement a été réduit afin que le paiement direct soit possible, ou bien encore une attestation de main levée du bénéficiaire de la cession.

Pour une déclaration de sous-traitance de second rang, le RIB n'est pas nécessaire puisque la société n'a pas droit au paiement direct mais il est exigé de la société sous-traitante de 1er rang la caution de garantie de paiement.

Pour une déclaration de sous-traitance modificative qui interviendra l'année suivant celle de la déclaration initiale, il est impératif de transmettre un nouveau dossier comportant les pièces demandées.

Pour une déclaration de sous-traitance modificative intervenant la même année, il est impératif de joindre une nouvelle déclaration du candidat (DC2).

Le titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé qu'il n'est pas autorisé à sous-traiter l'une quelconque des prestations objet du marché avant que notification lui soit faite par le pouvoir adjudicateur de cet accord spécial.

Le titulaire du marché est informé que le pouvoir adjudicateur ne saurait accepter qu'il sous-traite la totalité de ses obligations découlant du présent marché.

Tout sous-traitant occulte dûment constaté par le pouvoir adjudicateur donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de sous-traitant dans un délai franc défini dans ladite mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute aux frais et risques de l'entreprise principale titulaire du marché, conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975.

**Le titulaire du marché reste personnellement responsable de la bonne exécution du marché par lui-même ou par ses éventuels sous-traitants.**

Tout désordre, toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, voire tout oubli dans la réalisation de certaines prestations, enfin tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant sera imputé au titulaire du marché et fera l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il appartient alors à l'entreprise principale titulaire du marché de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le pouvoir adjudicateur. En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

En vertu de l'alinéa [2 nonies de l'article 283 du code général des impôts](#), en cas de sous-traitance, la taxe sur la valeur ajoutée est due par le titulaire assujéti.

## **Article 12 : Modalités de règlement**

### **12.1 – Paiement**

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique après service fait.

### **12.2 – Avance**

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance de 5%, ou 20% pour les PME, est versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 du Code de la commande publique si le montant hors taxes du marché est supérieur ou égal à 50 000 euros € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Les taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

### **12.3 - Acompte**

Il ne sera versé aucun acompte au titre du présent marché.

### **12.4 – Présentation des factures**

Les factures correspondent aux prestations commandées.

Conformément aux dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire du marché conclu avec Sorbonne Université, ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Pour les microentreprises de moins de 10 salariés ayant un chiffre d'affaires inférieur à 2 millions d'euros, l'obligation de dématérialisation deviendra obligatoire à compter du 1er janvier 2020.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par le CCAG Travaux.

Le règlement sera effectué sur présentation d'une facture établie au regard des prestations stipulées dans le marché, qui sont achevées et constatées par Sorbonne Université. Ne doivent figurer sur la facture que les travaux relevant du présent marché. Tous autres travaux commandés qui ne seraient pas prévus dans le marché doivent faire l'objet d'une facturation séparée.

### **12.5 – Facturation électronique**

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro. <https://chorus-pro.gouv.fr>



Conformément aux dispositions de l'article L.2192-5, une solution mutualisée « portail public de facturation » permet le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

Les informations nécessaires au dépôt des factures par le titulaire sur CHORUS PRO sont :

- SIRET : 13002338500011 (identifiant de Sorbonne Université en tant que destinataire de la facture)
- TVA : FR90130023385
- N° EJ : il s'agit du numéro de bon de commande que vous a communiqué le représentant du maître d'ouvrage désigné dans le marché.
- N° code service : ne rien inscrire dans cette case.

Pour toute information concernant la transmission des factures par voie dématérialisée, vous pouvez contacter :

- L'AIFE, par courriel, à l'adresse suivante : [ccp2017.aife@finances.gouv.fr](mailto:ccp2017.aife@finances.gouv.fr)
- Le site « Communauté Chorus Pro », à l'adresse suivante : <https://communauté-chorus-pro.finances.gouv.fr>

La transmission des factures sous forme dématérialisée par le Titulaire, l'émetteur, s'effectue selon l'un des trois modes suivants, au choix de l'émetteur :

1° Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;

2° Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :

- Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
- Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté ;

3° Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Conformément aux dispositions de l'article D.2192-2 du Code de la commande publique et sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L.2192-1 à L.2192-3 comportent les mentions suivantes :

- 1°- La date d'émission de la facture ;
- 2°- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3°- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4°- Le numéro du bon de commande et le numéro du marché ;
- 5°- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6°- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7°- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8°- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9°- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10°- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11°- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12°- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.



« Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de commerce.

« Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

En outre et ce conformément aux dispositions de l'article R.2392-3 du Code de la commande publique, l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission sous forme électronique.

En cas d'erreur sur la facture, le pouvoir adjudicateur la complètera éventuellement en faisant apparaître les pénalités, prévues au présent CCAP, précomptées sur les sommes dues au titulaire. Le montant de la somme à régler au titulaire lui sera notifié si la facture a été modifiée ou complétée. Passé un délai de 15 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Toute facturation ne respectant pas les prescriptions ci-dessus retournera au titulaire du marché pour réédition conforme.

## **12.6 – Paiement des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

## **12.7 – Délai global de paiement**

Le délai maximum de paiement, sur lequel le pouvoir adjudicateur s'engage, est de trente (30) jours. Le point de départ de ce délai de paiement s'effectue à la date de réception de la facture conforme par Sorbonne Université.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

## **12.8 – Intérêts moratoires**

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du CCP, le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

En cas de dépassement de ce délai contractuel et conformément à l'article R.2192-31 du code, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le retard de paiement donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à hauteur de quarante (40) euros. L'ordonnateur de la dépense est la Présidente de Sorbonne Université. Le comptable signataire de la dépense chargé du paiement est l'agent comptable de Sorbonne Université.

## **12.9 – Nantissement ou cession de créance**

Le présent marché peut, en tout ou partie, être librement cédé par le Titulaire en application des dispositions des articles R.2191-46 à R.2191-53 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus aux articles R 2191-59 à R 2191-62 du Code de la commande publique est la Présidente de Sorbonne Université ou ses représentants (Direction des Achats – Service Achat Travaux - 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris 5)

## **Article 13 : Prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable ni mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application et dans les conditions prévues aux articles R2122-4 et R2122-7 du Code de la commande publique.

## **Article 14 : Responsabilité**

Tous dommages causés à un tiers, aux agents et aux biens de Sorbonne Université, dans le cadre de l'exécution du contrat entraîneront une réparation au frais du titulaire.

## **Article 15 : Confidentialité**

En complément aux dispositions prévues à l'article 5 du CCAG-FCS, il est précisé ce qui suit :

- Le titulaire ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.
- La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties d'objets ou matériels par ces mêmes personnes.  
Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, de détournement ou de dissipation de toute information.

Tout manquement à cette règle pourrait entraîner la résiliation du présent accord-cadre pour faute grave.

Il est par ailleurs rappelé que la révélation intentionnelle d'une information à caractère secret par une personne qui en est le dépositaire à titre professionnel est passible de poursuites pénales, conformément à l'article 226-13 du Code Pénal.

## **Article 16 : Pénalités**

### **16.1 – Généralités**

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, le pouvoir adjudicateur applique des pénalités. Lorsque le pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le pouvoir adjudicateur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande. Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 des CCAG-FCS, il n'y a pas d'exonération du paiement des pénalités si leur montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché. Aussi, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

### 16.2 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS et hors cas de sursis de livraison accordé au titulaire ou de prolongation du délai d'exécution de la mission en cours, le titulaire peut supporter des pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations.

- **Retard de livraison** : lorsque le délai de livraison annoncé sur devis n'est pas respecté du fait du titulaire, celui-ci encourt une **pénalité dont le montant est fixé à 100 euros par jour ouvré de retard**
- **Retard dans la transmission de devis préalable à l'émission du bon de commande** : Le Titulaire dispose d'un délai de 8 jours calendaires pour fournir le devis. Ce délai s'entend à compter du jour de la demande par courriel de la Cité de l'Innovation de Sorbonne Université. Une pénalité de 150,00 euros par jour ouvré est due par le Titulaire, par jour calendaire de retard et par manquement dans la transmission des devis.
- **Retard d'installation** : lorsque le délai contractuel d'exécution ou d'enlèvement est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt une **pénalité dont le montant est fixé à 200 euros par jour calendaire de retard**.
- **Dans le cadre de la garantie technique**, le titulaire s'engage à intervenir dans un délai de 72 heures à compter de la demande d'intervention téléphonique confirmée par mail 24 heures en cas de demande intéressant la sécurité des biens et des personnes.  
En cas de retard causé par le titulaire, le titulaire en cours une **pénalité dont le montant est fixé à 25 euros par heure de retard**.

### 16.3 – Pénalités pour travail dissimulé

Lorsque le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, relatives au travail dissimulé, il peut se voir infliger des pénalités.

**Le montant des pénalités est égal à 10 % du montant HT du contrat** et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 en cas d'absence de régularisation ou d'absence de réponse.

### 16.4 – Pénalité pour non-communication d'un contrat de sous-traitance

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants au pouvoir adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut d'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à **1/3000 du montant hors TVA de la tranche concernée** du marché.

Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

### 16.5 – Pénalités pour non-respect des principes de laïcité, neutralité, égalité

Lorsque le titulaire méconnaît son obligation de respect des principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans les plus brefs délais.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'appliquer au titulaire les pénalités suivantes :

- **50 € par jour de non-conformité** à l'issue de la période de mise en demeure.

#### **16.6 – Pénalités pour manquement aux obligations environnementales de gestion des déchets**

Sur demande de Sorbonne Université, le titulaire est tenu de produire tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à **100 euros HT par jour de retard**.

#### **16.7 – Pénalité pour épuisement de stock des références prévues au BPU**

Le titulaire s'engage à assurer le réassort de 80% des références proposées dans son offre durant l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'épuisement de stock définitif, supérieur à 20% du BPU et calculé tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire supporte une pénalité. Cette pénalité correspond à **5% du montant du bon de commande**, dès lors que cette commande prévoit la fourniture d'une référence épuisée.

#### **16.8 - Pénalité de non-conformité**

En cas de non-concordance des caractéristiques du produit fourni avec les exigences du CCTP, notamment de la loi AGECE, et les performances évaluées lors de la présentation des produits, le titulaire supportera :

- Le retrait et le remplacement des produits défectueux ou la prise en charge des frais de remise en conformité
- **Une pénalité de 500 € pour défaut de performance.**

#### **16.9 - Pénalité pour non-remise des documents**

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après notification ou bien au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une **pénalité forfaitaire sera imputée sans mise en demeure préalable**, telle que décrite ci-dessous :

<b>Après la notification de l'accord-cadre</b>	<b>Montant de la pénalité forfaitaire par jour de retard et par document</b>
Attestation d'assurance	100 €
Calendrier de livraison et d'installation - sous 15j ouvrés après notification	100 €

### Au cours de l'exécution de l'accord-cadre

Fiches techniques liées au réemploi et au recyclé	100 €
Attestation sur l'honneur relative aux exigences de la loi AGECE	100 €
Justificatif de traçabilité	100 €
Liste nominative des intervenants ainsi que les documents requis (attestations de formation à la sécurité, habilitations éventuelles)	100 €
Documentation liée aux unités de mobilier livrées : fiches techniques comprenant notamment les normes et labels des références, certificats de conformité)	100 €
Documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	200 €

## Article 17 : Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est Titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## Article 18 : Développement durable

### 18.1 Clause environnementale

Le marché prévoit des dispositions en faveur de la protection de l'environnement dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP.

### 18.2 Loi AGECE

Les articles identifiés dans le Bordereau des Prix Unitaires pour chacun des lots sont concernés par l'application de l'article 58 de la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi AGECE) et à son décret n°2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées. La catégorie « mobilier », est concernée par cette obligation.

## Article 19 : Protection des données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de Sorbonne Université, pour la durée du présent accord-cadre, les données à caractère personnel nécessaires pour réaliser l'acquisition de mobilier destiné à l'aménagement d'espaces de travail de types formels et informel et de salles de réunion.

Le Titulaire s'engage à respecter la réglementation à vigueur à savoir :

Du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE [règlement général sur la protection des données] (ci-après le « RGPD ») et de toutes recommandations émises par le Comité européen de la protection des données en application du RGPD.

En cas de manquement aux exigences RGPD, la pénalité prévue par le présent CCAP sera applicable.

Les données à caractère personnel, concernant l'acquisition de mobilier destiné à l'aménagement d'espaces de travail de types formels et informel et de salles de réunion :

- Données d'identification :

Nom, prénom des agents de la Cité de l'Innovation Sorbonne Université ;

Leur adresse de messagerie électronique ;

Numéro de téléphone ;

Leur affectation ;

Leur statut ;

- Les opérations réalisées sur les données sont les suivantes :

L'utilisation ;

L'effacement ou la destruction.

- Les finalités du traitement des données sont :

La prise de contact et les échanges entre Sorbonne Université et le Titulaire.

## **Article 20 : Laïcité, neutralité, égalité**

Conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire de l'accord-cadre est tenu de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public, et également d'assurer l'égalité des usagers devant le service public.

Sorbonne Université se réserve le droit de mettre en place des modalités de contrôle afin de veiller à la bonne exécution de ces obligations.

## **Article 21 : Différends entre les parties**

Si Sorbonne Université constate une mauvaise qualité des prestations ou le non-respect de certains engagements définis au contrat, il signale au titulaire les défaillances par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier à valeur de mise en demeure.

Il fait à défaut, application de l'article 46 du CCAG-FCS.

## **Article 22 : Résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

## **Article 23 : Exécution aux frais et risques**

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire procéder par un tiers, l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en

cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, lorsque les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du Titulaire, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf si le Titulaire peut justifier que des raisons extérieures à son entreprise, s'opposent à la bonne et entière exécution des prestations

Conformément à l'article 45.3 du CCAG-FCS, le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 45.4 du CCAG-FCS, l'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **Article 24 : Difficultés d'exécution du marché et continuité du service public**

En cas d'arrêt de travail ou de grève de son personnel, le Titulaire est contraint d'assurer un service minimum.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire d'assurer la prestation dans les conditions prescrites suite à un arrêt de travail ou de grève de son personnel, le représentant du pouvoir adjudicateur pour garantir la continuité de sa mission de service public, se réserve le droit de faire réaliser les prestations par un autre prestataire et ce, jusqu'à rétablissement de la situation par le Titulaire.

Dans ce cas, la personne publique émettra un ordre de service écrit au prestataire saisi. Dès réception de cet ordre, le prestataire pourra exécuter la prestation en lieu et place du Titulaire défaillant.

Dans cette hypothèse, le Titulaire est tenu de :

- Payer les pénalités correspondant à la période allant de la date et heure d'ouverture de l'incident jusqu'à la mise à disposition auprès de la personne publique du service équivalent par le prestataire de substitution ;
- De suspendre la facturation liée au service interrompu ;
- Payer à titre de dédommagement le double de la différence entre le coût facturé par le prestataire de substitution et le coût contractuel des prestations que le Titulaire aurait dû réaliser pendant la période considérée.

Cette prestation de substitution prendra fin lorsque la reprise du service concerné par le Titulaire qui aura été dûment constatée.

## **Article 25 : Redressement judiciaire et liquidation judiciaire**

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le Titulaire notifiera sans délai au pouvoir adjudicateur le jugement instituant cette procédure ; il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation. Cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, le pouvoir adjudicateur prononcera la résiliation du marché sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

## **Article 26 : Dérogation au CCAG-FCS**

Il est dérogé aux articles du CCAG - FCS, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

<b>Clause concernée</b>	<b>Article du CCAG - FCS</b>
<b>Pièces contractuelles</b>	<b>Art. 4.1</b>
<b>Opérations de vérifications</b>	<b>Art. 28</b>
<b>Condition de retrait des fournitures non-conformes</b>	<b>Art. 31</b>
<b>Garanties</b>	<b>Art. 33</b>
<b>Pénalités</b>	<b>Art. 14</b>
<b>Difficultés d'exécution du marché et continuité du service</b>	<b>Art. 40.1</b>